Qui tuera Liberty Valance ? Du western classique à la réalité du Far East européen

AOC Par Christine Cadot et Constantin Sigov jeudi 8 mai 2025

Politiste, Philosophe

« Quand la légende dépasse la réalité, on publie la légende » ; l'on pourrait aujourd'hui transposer l'adage qui clôt le film *L'Homme qui tua Liberty Valance* de John Ford à la situation de l'Europe. De fait, tandis que celle-ci semble continuer à vivre dans le mythe d'un espace pacifié par le droit, elle oblitère délibérément le « Far East » et contribue, par son attentisme, à laisser l'Ukraine en proie aux assauts les plus sanguinaires du Kremlin.

En 1962, John Ford porte à l'écran son film-testament, adapté d'une courte nouvelle de Dorothy M. Johnson, *L'Homme qui tua Liberty Valance*, publiée initialement en 1949. Dans ce film emblématique du western classique américain, la scène d'ouverture commence par l'arrivée du sénateur Ransom Stoddard dans la petite ville de Shinbone.

Venu de Washington pour assister à l'enterrement de Tom Doniphon, un *poor lonesone cow-boy* qui, jadis, l'avait sauvé de la brutalité d'un hors-la-loi, Liberty Valance, il raconte aux journalistes locaux comment il a pu en débarrasser la ville, être investi héros de l'ordre américain jusqu'à gravir les échelons qui le destineront aux plus hautes fonctions politiques.

Dans cette fable morale, la cruauté sans limite de Liberty Valance n'est pas isolée ni gratuite. Elle sert les intérêts des grands propriétaires terriens soucieux de garder la plaine ouverte à leurs troupeaux, contre la volonté de ceux qui, petits propriétaires ou commerçants, sont favorables à l'entrée de leur territoire dans une fédération qui leur garantirait l'effectivité d'un ordre légal qu'ils espèrent protecteur. Trois forces s'opposent ici : *Ransom Stoddard*, empli des idéaux du jeune avocat, transportant ses manuels de droit dans la *wilderness* américaine; *Liberty Valance*, dont la brutalité sans limite sert des intérêts criminels politiques et économiques clairement identifiés et qui, dans le tout premier temps de l'analepse, détrousse la diligence de Stoddard en s'acharnant à en déchirer les livres ; et enfin *Tom Doniphon*, fort-en-colt opposé à Valance, et supplétif officieux d'un shérif peureux et lâche.

Le *Far West* est-il toujours l'ailleurs de l'Europe ?

Voir ou revoir ce western depuis l'agression à grande échelle de l'Ukraine par la Russie nous a invité, depuis Paris et Kyiv, à transposer cette fable à la situation actuelle du continent européen. Car dans la parole politique occidentale qui s'offusque de certains troubles à l'ordre public interne, nous entendons souvent qu'« ici, c'est pas le *Far West* ! » [1].

Nous, Européens de Paris, de Bruxelles ou de Berlin, avons vécu et vivons encore dans l'illusion de la seconde Europe, pensée en 1989 comme un espace désormais apaisé où l'exigence d'une défense commune européenne reposait *de facto* sur l'aide fournie par les États-Unis. En 2025, l'espace pacifié de cette seconde Europe n'existe toujours pas. Depuis l'élection de Donald Trump, il est plus qu'urgent de penser une troisième Europe. Depuis trente ans, les membres dits fondateurs de l'actuelle Union européenne ont accepté qu'un président biélorusse s'associe au gangster du Kremlin en initiant et maintenant des relations commerciales avec des hors-la-loi, alors même que journalistes et opposants politiques étaient assassinés sous leurs yeux. Paris a convié Liberty Valance à Versailles et une majorité de dirigeants de pays membres de l'Union européenne sont encore réticents à redistribuer son butin pourtant saisi pour réparer les dommages causés aux infrastructures détruites dont les populations civiles ukrainiennes ont un besoin quotidien.

Le *Far West* n'est donc pas l'ailleurs de l'Europe et nous ne sommes pas les spectateurs d'une fable morale. Nous alimentons depuis le *Far West européen* l'immoralité de la conscience européenne actuelle face aux crimes du Kremlin et laissons aux autres gangsters du *Far East* – Prigojine par exemple – l'initiative de penser la fin du régime de Poutine. Puisque dans la réalité européenne Liberty Valance n'a été ni tué ni jugé, à qui donnerons-nous les moyens réels de faire cesser les crimes

du régime poutinien ?

Ainsi, nous aurions pu tout aussi bien transposer cette fable morale à la Géorgie de 2008, à la Crimée de 2014, à la Syrie de 2015. Nous pouvons facilement l'inscrire dans une histoire plus longue du continuum impérial et colonial soviétique et russe au 20e siècle, très largement connu et documenté. Dans *L'Homme qui tua Liberty Valance*, le ressort grotesque installé par John Ford s'incarne dans les noms choisis pour certains de ses personnages. *Liberty Valance* n'incarne que la seule liberté du tueur et de ses complices à qui l'impunité est garantie. De fait, « l'état dans l'État » auquel Liberty Valance prête sa force est nécessairement liberticide. Aucune liberté pour le *Shinbone Star* par exemple, journal local dont le directeur est laissé pour mort après avoir été passé à tabac par le hors-la-loi qui n'avait pas apprécié l'un de ses articles. Autre ressort grotesque, la lâcheté du shérif, profondément effrayé à l'idée d'arrêter un hors-la-loi mais néanmoins sensible aux honneurs liés à sa fonction. Rien de comique dans cette situation pourtant bien réelle, qui interpelle chaque jour nos représentants et leurs discours aux « lignes rouges » toujours mouvantes. Des avocats, des journalistes, des enseignants et des intellectuels sont régulièrement assassinés par le pouvoir poutinien dans le *Far East* européen *;* les seules lignes rouges qui n'ont jamais bougées sont celles des Ukrainiens. Nos manuels de droit international pénal enseignent a priori les mêmes principes généraux, à Kyiv et à Paris.

Le criminel *Liberty* représente très exactement l'inverse de la liberté. La propagande poutinienne dénature radicalement le vocabulaire de la philosophie politique occidentale en le transformant en une farce orwellienne : « La guerre c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force ». Seul celui ou ceux qui acceptent d'en payer potentiellement le prix (*Ransom*) peuvent réellement faire face au hors-la-loi et à ses soutiens.

À quelle sorte d'humanité appartenons-nous donc ?

La grande majorité des Européens ont fait l'erreur de faire dépendre leur action d'un possible soutien américain. Nous savons depuis la récente élection de Donald Trump que la seconde Europe est morte. Mais nous aurions tort de dater l'heure de sa mort à la dernière élection présidentielle américaine. Cet attentisme coupable, qui est en grande partie celui des Européens de l'Ouest, était déjà visible sous l'administration Biden, Trump I et Obama II. Il pose la question de l'humanité que nous choisissons d'incarner. Hannah Arendt aborde cette thématique de façon originale lorsqu'elle avance l'hypothèse terroriste de l'homme, capable d'abdiquer toute pensée autonome et entraîné dès lors dans l'acceptation de la banalité du mal.

Depuis Paris, nous sommes déjà les témoins passifs de cette inhumanité qui se laisse observer tous les jours sous nos yeux, en pleine lumière, en couleurs. Depuis Sumy, Kryvyï Rih ou Kyiv, celle-ci s'exprime dans l'intimité des foyers ukrainiens où les souvenirs et les objets sont volés, où les familles sont séparées, torturées, tuées par les soldats russes, leurs missiles et leurs mercenaires, au mépris même de toute humanité. Le film *Intercepted* d'Oksana Karpovych (2024) en fait entendre clairement et dramatiquement les voix. Le shérif peureux s'incarne aujourd'hui dans la lâcheté de la diplomatie occidentale quant à l'avenir d'un espace européen pourtant commun, qui n'est déjà plus habité par le droit depuis de nombreuses années.

Dans les fables ou les mythes, les noms des personnages sont soigneusement choisis. John Ford prénomme son héros « Ransom ». Le prénom renvoie à l'appropriation illégale, la *rançon*. Mais *Ransom*, c'est aussi l'action de celui qui s'érige en potentiel martyr d'une cause qui dépasse ses intérêts personnels et immédiats par le rachat et la rédemption. C'est ainsi que le jeune avocat et Liberty Valance s'interpellent réciproquement lors de l'attaque de la diligence qui mène le jeune *Pilgrim* à la *wilderness* américaine. « Quelle sorte d'homme es-tu ? », lance Stoddard à celui qui brutalise et dépouille une veuve de ses souvenirs les plus chers, par simple cruauté. « Et toi, quelle sorte d'homme es-tu ?» répond Valance au juriste qui, frappé et tombé à terre pour avoir voulu la défendre, ne propose pour toute arme que ses manuels de droit.

Nous avons certainement une idée très précise de la scène qui se joue ici. Elle emprunte à deux fictions philosophiques très différentes : celle de la multitude sortie de l'état de nature dont les libertés les

plus fondamentales sont confisquées dans le contrat hobbesien et celle du peuple assemblé du contrat de Rousseau, posant la question de la représentation légitime d'un moi moral collectif. Mais nous aurions tort de penser que ces scènes relèvent d'un temps révolu, celui du *Wild Wide West* américain dans lequel l'état de nature s'efface progressivement au profit de la civilisation et dont le sénateur Stoddard lui-même semble finalement regretter la disparition alors qu'il s'en retourne à Washington. Les héros ne sont pas exempts de contradictions.

Car cette interpellation est aussi la nôtre : à quelle sorte de multitude ou d'humanité appartenons-nous aujourd'hui ? Si John Ford a tourné principalement de nuit, dans des intérieurs mal éclairés et des ruelles obscures et s'il a souhaité, contre les avis de la Paramount, ne pas utiliser la couleur et les décors extérieurs pourtant flamboyants de l'époque, c'est aussi pour mieux rendre compte du crépuscule moral dans lequel l'Amérique des années 1960 se retrouve alors plongée. Cette atmosphère lente et mélancolique trouve un écho certain dans notre Europe contemporaine. Qui permettra aux Européens de sortir du crépuscule dans lequel les prophètes du déclin nous enfermaient déjà dans l'entre-deux-guerres ?

Les atermoiements criminels sur la fourniture de chars, d'avions, puis sur l'étendue de leur usage en territoire russe, renvoie à la même pusillanimité munichoise qui laisse le champ libre au hors-la-loi et à ses complices pour aller sans cesse plus loin dans l'ignominie. Des élections locales à venir ou la fragilité de certaines coalitions renvoient toujours à un attentisme coupable. L'Europe est actuellement réduite à un vaste espace hobbesien où la peur de « l'escalade » autorise les pratiques les plus dilatoires et les plus lâches, encourageant de fait des pratiques génocidaires sur un espace que les pudeurs occidentales relèguent de façon opportuniste aux marges de l'Europe.

Ce *Far East*-là ne serait pas encore rentré dans l'Union, celle de l'Union européenne ou de l'OTAN. Les travaux de l'historienne Tatiana Zurzhenko sur la fabrique occidentale de l'orientalisation de l'Ukraine rejoignent ceux de l'historien ukraino-américain Roman Szporluk sur une Ukraine cartographiée mentalement par les récits dominants occidentaux comme appartenant à une « Europe d'extrême-orient ». Aux travaux plus anciens de Larry Wolff, qui montrent que cette cartographie s'inscrit en réalité dans un temps plus long de cet « autre proche » de l'Europe dès les Lumières, répond l'ouvrage récent sur l'Ukraine de Pavlo Kazarin, très justement intitulé *Wild West of Eastern Europe*.

Une leçon pour l'Europe ?

L'Homme qui tua Liberty Valance de Dorothy M. Johnson et *1984* de George Orwell, sont deux ouvrages publiés en 1949, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. Ils précèdent de peu la première édition des *Origines du totalitarisme* de Hannah Arendt [2], posant les fondements d'une littérature qui interroge spécifiquement le sens de la résistance et les causes de son absence face à l'oppression la plus violente. Car les mises en accusation des crimes du stalinisme existent bien dans cette même période.

On pourra ainsi se rapporter à l'ouvrage publié par l'Ukrainien Victor-Andreïevitch Kravchenko en 1946 aux États-Unis et traduit un an plus tard en France, *J'ai choisi la liberté*, qui donnera lieu à un procès en diffamation qui sera alors l'occasion d'une véritable dénonciation argumentée et publique du système concentrationnaire soviétique. Les remarques finales de Kravchenko semblent se dérouler à Paris en 2022 : « [La dictature en U.R.S.S.] n'est pas un problème qui concerne seulement le peuple russe ou seulement les démocraties. Il intéresse l'humanité tout entière. Il n'est pas possible que le monde veuille indéfiniment rester aveugle et sourd au martyre d'une partie considérable de l'humanité, occupant un sixième de la surface du globe » [3]. Cette dénonciation n'est pas cantonnée à l'action du seul système judiciaire français, puisque le procès de Bruxelles de 1951, procès souvent moins connu de l'historiographie de ces « "Nuremberg symbolique" des camps soviétiques », en souligne aussi la portée explicitement transnationale [4].

Les morts de la guerre en Ukraine devraient nous forcer, Européens de l'Ouest, à regarder en face la réalité de cette légende à laquelle nous croyons tant, celle d'un espace supranational construit après la Seconde Guerre Mondiale sur la volonté pacifique de héros visionnaires et fondateurs dont nous

nous glorifions parfois tant d'être les héritiers.

Le *Far East* constitue un « autre » de l'Europe bien commode qui passe sous silence le rôle des Occidentaux dans la constitution, le maintien et l'extension de ces espaces où le droit n'a plus cours. *Far East* et *Far West* sont donc bien les deux faces d'une même médaille.

Revoir Ford aujourd'hui nous aide à penser notre propre mythologie européenne, celle du temps long et continu de la paix continentale que l'intégration aurait permis d'asseoir depuis 1945, celle de l'avènement du droit sur la force. Par ce western et par le motif récurrent chez Ford de la visite aux morts, nous sommes finalement invités, nous aussi, à considérer notre propre mort et à interroger la naïveté de nos consciences. Liberty Valance n'est pas mort. Il s'est tapi dans l'ombre et a fait carrière dans l'espace post-soviétique. Il y a d'abord prospéré en insufflant la peur aux juristes et journalistes. Depuis 1999, il a pris le pouvoir au Kremlin en installant des gangsters à tous les niveaux étatiques. Plus encore, il tente depuis plusieurs années d'imposer son rôle de gendarme de l'Europe en hypnotisant les dirigeants occidentaux. Mais le spectacle des hypnotiseurs n'a qu'un temps. C'est la leçon donnée par Thomas Mann dans *Mario et le Magicien*. En pleine montée du fascisme, l'auteur raconte le meurtre de l'hypnotiseur Cipolla qui ridiculisait son public dans la petite ville italienne de Venere en leur ôtant toute dignité. Le message de Mann, plein d'urgence, est un appel à la résistance de ceux qui tardent à se réveiller. Il appelle le spectateur à la résistance et à l'action.

Qui mettra fin aux crimes de Liberty Valance ?

Christine Cadot
Politiste, Professeure à l'Université Paris 8 et membre du laboratoire CRESPPA
Constantin Sigov
Philosophe, Philosophe, directeur du Centre d'études européennes à l'université Mohyla de Kyiv et de la maison d'édition Dukh i Litera (L'Esprit et la Lettre).

Notes

[1] Propos d'Emmanuel Macron sur la situation en Nouvelle-Calédonie tenus le 24 mai 2024 : « Ce n'est pas le Far West ! La République doit apporter la sécurité à chacun ».

[2] Hannah Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, 3 volumes, Harcourt Brace & Co., New York, 1951.

[3] Victor-Andreïevitch Kravchenko, *J'ai choisi la liberté* [1946], trad. fr. Jean de Kerdeland, ed.O. Orban, 1980, p.805).

[4] Sur le procès de Bruxelles et l'action de l'intellectuel français David Rousset dans la mise en place dès juillet 1950 d'une Commission internationale contre le régime concentrationnaire (CICRC), nous renvoyons à la lecture d'Antony Cambon, « Bruxelles, 21-26 mai 1951. Un "Nuremberg symbolique" oublié pour les camps du Goulag », *20 & 21. Revue d'Histoire*, 2020/4, n°148, p. 65-79 ; Sur le procès Kravchenko, nous renvoyons au cadrage étudié par Liora Israël, « Un procès du Goulag au temps du Goulag. L'affaire Kravchenko (1949) », *Critique internationale*, n°36, juillet-septembre 2007, p.85-101.